

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU
du

JOURNAL.

Rue de la Casernes n. 24.

HONNEUR ET PATRIE!

PRIX.

Le PATRIOTE paraît tous les jours, le lundi excepté. On s'inscrit au bureau du PATRIOTE ou on reçoit les annonces, lettres et avis, depuis 10 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir. Les lettres et paquets doivent être adressés FRANCO.

ALMANACH FRANÇAIS.

Vendredi 20—Prise de Spire [Allemagne], par le général Custine (1792).

MONTEVIDEO.

DE L'IMPORTANCE DE L'ARMEMENT DES FRANÇAIS DE MONTEVIDEO, CONSIDÉRÉ DANS SES RAPPORTS AVEC LA POLITIQUE COMMERCIALE DE LA FRANCE.

(Suite.)

Ainsi que nous l'avons dit précédemment, les Français de Montevideo étaient décidés à s'armer pour leur défense aussitôt que la gravité de la situation l'exigerait : ils ne durent donc pas hésiter à répondre à l'appel de leur consul.

Les points de réunion étant fixés par ce fonctionnaire, la population se fractionna en sections qui élurent d'abord leurs principaux chefs, dans le but de s'organiser en bataillons pour en former ensuite une grande et imposante légion.

Cependant, par une de ces contradictions, ou plus exactement une de ces tergiversations dont les agents diplomatiques de capacités douteuses donnent, malheureusement, d'assez fréquentes preuves, le consul de France abandonna, tout à coup et sans qu'on pût s'en expliquer le motif, la bonne voie dans laquelle il ne s'était paru vouloir entrer franchement, pour donner, tête baissée, dans un slyzme sans fond : il eut l'imprudence de vouloir dissoudre les sections dont il avait provoqué la réunion.

L'indignation fut grande parmi les Français ; car, non seulement beaucoup d'entre-eux se trouvaient gravement compromis par leur prise d'armes en 1829, et leur adhésion à la protestation contre le traité Mackau ; mais ils venaient encore d'être désignés nominativement à la vengeance des *maschoreros* d'Oribe par le choix qui avait été fait de leurs personnes, dans les sections, pour commander les bataillons ou les compagnies de la légion.

Or, dans cette fâcheuse occurrence, il arriva à Montevideo ce qui était arrivé à Buenos Aires en 1829, où les tergiversations de M. W. de Mendeville (consul général de France) avaient de même gravement compromis la vie et l'honneur des Français qu'il était appelé à protéger ; on ne tint aucun compte des injonctions du consul.

Le droit est nécessaire à l'intelligence, a dit Lermier, cet axiome de l'école moderne, appliqué à notre situation, signifie, dans le langage du bon-sens, que lorsque des autorités Françaises envoyées à 3000 lieues de la France pour protéger efficacement la vie et les intérêts de leurs nationaux ; manquent à leurs devoirs les plus sacrés, c'est à l'esprit public à faire justice d'une semblable félonie ; c'est aux nationaux à redoubler de courage et de fermeté pour défendre leurs droits envers et contre tous.

Toutefois, l'amiral Massieu de Cierval étant attendu d'un jour à l'autre, on voulait voir que le attitude il prendrait à l'égard d'Oribe, avant de procéder à l'organisation définitive de l'armement ; car chacun présentait les incertitudes d'un moment si extrême, et l'on ne voulait y renoncer qu'en désespoir de cause.

L'amiral arriva à la fin de mars, c'est à dire six semaines après Oribe, qui, par conséquent, aurait eu grande-

ment le temps de nous piller et de nous égarer. Si la nouvelle administration Orientale n'avait pas rendu ses efforts complètement inutiles, par l'énergie et l'habileté dont elle fit preuve dans l'emploi des moyens de défense de cette place.

Néanmoins la situation s'aggravait, se compliquait chaque jour davantage : on parlait de la cue par mer, et comme une conséquence de ce double siège, d'un renvoi des bouches inutiles ; c'est-à-dire de l'expulsion de 25 ou 30 mille étrangers qui jusque-là étaient restés spectateurs impassibles des maux qui les menaçaient aussi bien que les familles du pays.

Une députation du commerce français se rendit près de l'amiral, à bord de la frégate la *Gloire* ; elle exposa nettement la position du commerce et de la population toute entière ; les droits que ce pays avait à une intervention en sa faveur ; les préjudices incalculables que la fausse démarche de M. le comte de Lurde avait occasionnée aux négocians français, et finalement le danger qu'il y aurait à reconnaître un blocus qui, en affamant les étrangers, les mettrait dans la cruelle alternative, ou d'abandonner leurs intérêts et les livrer eux-mêmes au pillage, ou de prendre les armes pour repousser l'ennemi de leur pays.

Aucune de ces raisons ne parut faire impression sur l'esprit de M. Massieu de Cierval, qui, sans doute, influencé par l'agacé zèle du ministère, accueillit la députation avec une froideur et une indifférence glaciales. Cette députation revint à terre le cœur navré.

Il n'eût fallu pas d'avantage pour déterminer l'armement ; mais une circonstance vint encore en hâter les apprêts : ce fut la publicité donnée à la fausse circulaire d'Oribe, qui, en qualité de président légal *in partibus* écrivit à tous les consuls et agents diplomatiques accrédités à Montevideo, sous la date du 1^{er} avril, pour les prévenir qu'il traiterait en *ennemis étrangers* (c'est ses propres termes) les étrangers qui par leur résistance, ou autrement, auraient contribué à augmenter le nombre des défenseurs de la place.

C'est alors que les manifestations populaires éclatèrent dans toute leur force et leur énergie ; des armes furent demandées à grands cris aux autorités orientales, et chacun se prépara de son mieux à faire tête à l'orage que les agens salariés de la France laissaient grandir sur eux têtes sans essayer de le conjurer.

L'honorable M. Thiebaut, l'un des membres de la commission présidée par le consul, fut nommé chef de la légion ; M. Escher et Fernia, deux négocians riches (et par conséquent dans les conditions voulues par M. Guizot pour avoir droit à la protection de la France), membres également de la commission qui s'était réunie chez M. Pichon, coopérèrent à l'organisation de la légion, qui a fini par présenter un effectif de trois mille hommes, ou plutôt de 3,000 bayonnettes intelligentes qui depuis six mois font le désespoir des hordes de la barbarie, en les tenant en échec devant Montevideo, et en quo quo sorte à la destruction de Rivoa qui occupe toute la campagne avec une cavalerie de beaucoup supérieure à celle de l'ennemi.

Eh bien ! qui le croira ? M. Théodore Pichon, consul général de France, M. Massieu de Cierval, vice-amiral d'une grande puissance maritime, envoyés tout expiés pour protéger, dans tous les cas, la vie et les intérêts de leurs nationaux, sont restés muets (nous usons de ménagement) dans la menaçante circulaire d'Oribe ! Ils ont fait plus, ils ont osé déclarer officiellement et publiquement

ment que les trois mille Français (chefs d'atelier, artisans, commerçans, ouvriers laborieux, etc.) qui s'étaient armés spontanément pour la défense de leurs familles, de leurs biens, de leurs intérêts étaient déchus de leur nationalité !!!

Ces agens ont été plus loin encore (il n'y a que le premier pas qui coûte) : non contents d'avoir livré eux-mêmes leurs compatriotes à la haine implacable des *maschoreros* de Rivoa, de les avoir exposés aux tortures que la *maschora* invente pour les *malheureux* malheureux, ils ont poussé l'insulte jusqu'à les déclarer indignes de porter leurs couleurs nationales... et des démarches très pressantes nous pourrions dire menaçantes, ont été faites près des autorités orientales, que M. Pichon appelle ironiquement *gouvernement local*, pour les déterminer à désarmer les légionnaires, ou tout au moins à leur enlever leur cocarde et leur drapeau.

Et sur quoi se basent M. Pichon pour justifier une injonction aussi extravagante ? Sur un principe qu'on peut rappeler par le gouvernement aux représentants de la France dans l'Amérique du Sud, comme celui dont ils ne doivent jamais s'écarter eux-mêmes, et dont ils doivent sans cesse recommander l'observation à leurs nationaux ; c'est à dire le principe de la neutralité complète, vraie, entièrement passive dans les guerres civiles qui désolent le continent Hispano-Américain depuis son émancipation.

Mais, nous le demandons à tout homme de bon sens, non aveuglé par l'esprit de parti, la neutralité passive est-elle possible en présence d'une invasion de barbares, pour qui rien n'est sacré, et les habitans d'un pays, nationaux et étrangers, ne sont ni pas complètement autorisés par la loi naturelle, par le droit des gens, par l'humanité, de la conservation à se soulever en masse devant un ennemi qui viole impunément toutes les lois divines et humaines ?

D'un autre côté, les Français établis au dehors ne sont point la France ; ils n'exercent ni ne représentent à aucun degré la puissance publique de leur pays ; conséquemment nous ne comprenons pas comment la neutralité de la France pourrait se trouver compromise parce que le manque de protection de la mère-patrie a forcé une portion de ses enfans à user du droit de légitime défense, qui appartient aux populations aussi bien qu'aux individus isolés.

Et d'ailleurs, ce qui était légitime aux yeux de M. le consul en février, où aucune menace officielle n'avait encore été proférée par Oribe, pouvait-il penser de l'être en avril, où le danger avait cessé d'apparaître comme une perspective plus ou moins éloignée, et s'était manifesté tout à coup grave et menaçant ?

Les chambres et le pays tout entier auront à décider cette importante question, qu'il n'est pas possible de résoudre, ni de M. Pichon, ni de M. l'amiral, ni de M. Guizot lui-même de trancher ainsi au gré de leur caprice.

Les chambres auront encore à demander compte au ministère des largesses de M. Pichon et de l'argent des Français qui se sont abstenus de prendre les armes, et de ceux qui les ont déposés par un motif quelconque.

Il est temps de résumer ce long article que nous n'avons entrepris que dans l'honorable but d'éclairer l'opinion des hommes d'état et des députés qui vont être appelés à juger ce grand débat dans la prochaine session. Nous n'avons rien dit, rien avancé que nous ne soyons à même de prouver soit par des documents, soit par des témoignages irrécusables. Nous prions donc espérer que notre faible voix sera entendue et que des interprètes dignes de nos

continues prendront à cœur la défense de nos droits, de nos intérêts, et ceux de l'humanité.

DISCOURS DE M. DE LAMARTINE AU BANQUET DE MACON.

(Suite.)

Eh! mon Dieu! messieurs, et nous aussi, nous voulons bien prêter force à la monarchie... à cette concentration de la force permanente et respectée, au sommet des institutions.

Où bien, est-ce d'une monarchie oubliant trop vite sa naissance et ses conditions institutionnelles, retirant peu à peu toutes ses promesses, se déplaçant par degrés de son principe pour passer sur un autre, absorbant tôt ou tard le droit national dans le droit dynastique.

Si c'est d'une pareille monarchie que vous entendez parler, elle ne reviendra jamais.

Une voix. — Nous ne la souffrons pas!

M. de Lamartine, se tournant vers l'interrompateur. — Vous ne la souffrez pas? Ce mot prouve autant pour le libéralisme que pour l'intelligence de celui qui l'a prononcé! Non, ce genre de monarchie ne pourra jamais s'enraciner de nouveau parmi nous.

Une voix. C'est là la monarchie que nous voulons!

M. de Lamartine. — C'est cela que vous voulez! mais est-ce bien cela que veulent ou semblent vouloir depuis sept à huit ans les conseillers de pouvoir? Ils vous font peur de leur propre ouvrage.

qui lutait contre elle en s'écrasant! Quoi de semblable aujourd'hui? Sans doute, si les mêmes circonstances se représentaient jamais, les passions de la démocratie seraient dangereuses; bien loin de la soutenir et de l'entretenir comme j'ose le faire, il y aurait à combattre et à mourir, peut-être, pour la contenir et la modérer.

Mais, messieurs, allons au fond des choses, puisque vous voulez bien m'accorder une si longue et si obligeante attention. Levons tous les voiles qui nous cachent le sens intime des choses.

Voilà ce que veut la France, même à son insu. Voilà ce que ses divers gouvernements s'obstinent, si malheureusement, à ne pas vouloir! La démocratie veut unir, et le pouvoir veut diviser!

Où, voilà partout les deux tendances contraires du peuple et du pouvoir. Et l'on s'étonne que l'opposition grossisse? Ah! ce qui m'étonne, moi, c'est que la nation tout entière ne soit pas déjà avec nous dans l'opposition!

L'orateur prend un moment de repos, et cause quelques minutes avec ceux qui l'entourent.

Pourtant, messieurs, reprend-il, n'était-ce pas une assez belle mission réservée par la Providence à la monarchie de 1830, que cette mission de fonder, enfin l'unité de la nation et de son gouvernement?

Louis-le-Gros nous prépara à la liberté nationale et politique par la liberté octroyée aux communes. Louis XIV et Colbert nous donnèrent l'administration, cette action

centralisée et uniforme de l'état, inconnue jusqu'ici. La révolution de 89 nous donna l'égalité; l'égalité raisonnée, l'égalité que nous voulons tous, l'égalité de noblesse et non de naissance, l'égalité qui consoblit tout le monde!

Voilà, quant à moi, la pensée qui m'a animé depuis le premier jour où j'ai touché à la politique, et que je ne cesserai de poursuivre tant que vous me continuerez concourir dont je suis si fier et dont je me sens fortifié dans ma faiblesse et dans mon isolement: accomplir, achever, cimenter l'unité de cette grande nation, et tendre ainsi à la grande unité des nations entre elles.

Mais, dit-on, vous pensez peut-être juste; mais vous êtes seul! seul au milieu de passions et d'intérêts plus forts que vous! — Je suis seul, messieurs! Et qui êtes-vous? (Longue sensation.) Et pourquoi donc ces nombreux citoyens, de toutes les classes de la population, qui remplissent ces tentes! à qui je suis personnellement ou indifférent ou inconnu, et qui ont bravé les intempéries de la journée pour venir sympathiser dans ces sentimens!

Eh bien, puisque vous écoutez avec tant d'attention mes faibles paroles, j'ai plus loin, et je vais vous dire une chose que je n'avais pu le projet, en montant ici, de dire en public. [L'attention redouble.]

Nous sommes des hommes sérieux, messieurs, profondément attachés, tous ici, à notre patrie et à la conservation de son gouvernement; nous craignons les révolutions; nous avons raison, car toutes les révolutions ne sont pas des progrès.

Ce que je ne me proposais pas de vous dire, le voici: c'est que la pensée démocratique, la pensée de l'unité des citoyens, n'est pas seulement une pensée populaire, mais qu'elle est peut-être la seule pensée de salut pour le gouvernement.

Qui sait! messieurs, nous sommes peut-être à la veille de ces jours critiques où les nations ont besoin de toute leur énergie et de toute leur unanimité pour se préserver des révolutions. De ce seul connaît le jour des crises, mais ce temps est plus gros que tout autre d'inévitables événements.

Supposez que les puissances étrangères avec lesquelles on n'a pas su nous constituer une seule alliance! avec lesquelles nous ne sommes véritablement qu'un trépas bien que dans ces derniers temps nos hommes d'état, je rougis de le dire, n'aient pas craint, eux, de faire faire deux fois le mort à ce grand peuple!

Supposez, dis-je, que l'Europe veuille profiter de ces déchirements intérieurs pour regagner le terrain perdu par la monarchie en 1830; et que le choc du continent armé coïncide avec le choc des partis en France!... Vous réfléchissez! eh bien! je vous le demande, ne serait-il pas trop heureux que l'union, entre nous tous, fût cimentée alors, et que le même esprit public vivifié, retrempe dans des intérêts, dans des droits communs, ralliât tous les citoyens contre les factions dedans, contre les ennemis dehors; et que le peuple, appelé aussi à exercer son intelligence et ses droits, connaît d'avance à qui il peut se fier? quels sont ses défenseurs, ses guides, ses conseillers, ses chefs; que sont ceux d'entre les citoyens qui nourrissent dans leur cœur le plus de ce feu sacré qui allume le grand

patriotisme, et qui dévore les misérables coteries et les petites factions ?

Oui, le salut n'est qu'à lui ; il n'y a que les masses d'aspirants fortes pour écarter les partis. (Bravo.) Le temps des masses approche et je m'en réjouis, mais il faut que leur avènement soit régulier pour être durable.

Eh bien ! c'est ce qui me fait attacher tant de prix à ces réunions, à ces grandes revues de l'esprit public, passez-moi le mot, oui, à ces grandes revues de l'opinion, à ces communications publiques, où des hommes, qui ont rarement l'occasion de se rencontrer dans la vie, se parlent, s'entendent, apprennent à s'estimer, où la main qui tient l'épée ou la plume erre dans la main qui tient l'outil ou la charrue ; où les distances s'effacent, où les idées se rapprochent et se pénètrent comme les cœurs !

Ah ! il est beau, il est nouveau de rassembler ainsi le peuple par si grandes masses, non pas pour l'exciter contre les pouvoirs, non pas pour caresser ses envies, ses passions, mais, au contraire, pour faire tomber entre nous les préjugés qui nous affaiblissent en nous divisant, pour...

Une voix. — Oui, comme O'Connell en Irlande.

M. DE LAMARTINE. J'entends prononcer le nom d'O'Connell. Eh bien ! non, messieurs, rien de commun heureusement entre O'Connell et nous, entre l'Irlande et la France.

Quel voyons-nous en effet, en ce moment ? Ce matin même, les journaux retentissent de éloquentes invocations d'O'Connell à l'indépendance ; nous voyons O'Connell, un orateur passionné, populiste, national, religieux, un tribun catholique du moyen-âge, prendre le titre d'agitateur de sa nation, remuer, avec tous les souffles de la parole humaine, les passions bonnes ou mauvaises de la population, et soulever ces tempêtes d'où sort quelquefois la liberté, plus souvent la ruine et la servitude aggravée d'un peuple ! (Sensation.)

Grâce à Dieu et à vous, nous n'avons rien de semblable à faire en France ! Il n'y a jamais besoin d'agiter un pays libre et qui est sûr de garder sa liberté. (Très bien.) Au contraire, messieurs, il n'y a qu'à raffermir, qu'à apaiser, qu'à rallier l'esprit public et à lui rendre par son calme même le sentiment de sa force et de son autorité. L'esprit public, messieurs, c'est l'arme toute-puissante de l'opposition. Elle lui suffit, mais il ne faut pas la laisser s'user dans l'indifférence.

Je lis dans vos yeux, je pénètre dans les pensées qui vous traversent. Vous dites : "Cela est vrai. Mais dans cette lutte constante et à toutes armes que se livrent les ministres et le pays, et où l'on se dispute les emplacements, le pouvoir a de grands avantages sur les citoyens. N'a-t-il pas les places, les faveurs, les honneurs, les situations, tout cet arsenal d'influences du gouvernement, quelquefois licite, quelquefois coupable quand il y prend des armes pour atteindre la conscience publique, et lorsqu'il se dégrade jusqu'à la corruption."

Oui, cela est vrai, messieurs ; mais si le pouvoir a la corruption, le peuple n'a-t-il pas, de son côté, une force qui suffit à elle seule, quand il sait la distribuer avec justice pour contrebalancer tout le poids de ces influences illicites des gouvernants ? Oui, si le pouvoir a la corruption, le peuple a son estime ! L'estime du peuple, c'est la seule corruption des hommes désintéressés, c'est la seule qui soit digne à la fois de vous et de moi, c'est la seule pour laquelle j'espère avoir toujours le courage de vous servir et même de vous résister. (Bravo !)

Arrivée d'une pareille force d'esprit public, une nation peut toujours ce qu'elle veut. Nous ramènerons par la voie de la persuasion pacifique le gouvernement de 1830 à la ligne dans laquelle j'aurais désiré le voir marcher, et s'il persistait à s'égarer, à faire divorce avec les tendances légitimes de la nation ; s'il s'obstinait à compromettre sous les fautes accumulées le vaisseau de l'état, la France ne rebâtirait pas avec lui ! Napoléon est mort, messieurs ! de grandes dynasties ont passé ;... il n'a été donné à aucun homme, à aucun pouvoir d'emporter avec lui la fortune de la France.

Mais rassurez-vous encore une fois, ne précipitez rien, ne désespérez de rien dans vos pensées ; l'esprit public suffira à sauver à la fois le pays et son gouvernement ; il n'a besoin, pour cela, ni de séditions, ni d'agitations, ni de menaces. La seule sédition d'un peuple libre, quand son gouvernement s'égaré, c'est de ne pas le suivre ; la seule

menace, c'est de ne rien craindre. [Applaudissements prolongés.]

Messieurs, pour répondre au toast, à la fois si bienveillant et si politique, qui vient de m'être porté par votre digne organe, M. Bouchard ; permettez moi de vous proposer, à mon tour, un toast qui résume à la fois toutes mes pensées, toutes les vôtres, toutes celles du pays ; j'oserai dire la pensée même de la Providence qui, après avoir gouverné si long temps les peuples par les hommes, semble vouloir désormais les gouverner par les idées. [Très bien, très bien !]

A l'accomplissement régulier et pacifique des destinées de la démocratie ! [Applaudissements unanimes et prolongés.]

L'édit que MM. Masvieu de Clerval et Pichon ont affiché à la porte du consulat et fait imprimer au camp d'Orléans, n'ayant pas produit l'effet que ces MM. en attendaient, ils ont cru devoir le faire réimprimer une seconde fois et le faire répandre de nouveau à nos avant-postes.

Cette réimpression aura le sort de la première, c'est à dire qu'elle n'aboutira à rien. Elle ne servira qu'à exaspérer de plus en plus l'indignation publique, et justement acquise à MM. de Clerval et Pichon.

Nous voudrions nous taire à l'égard de ces messieurs que nous ne le pourrions pas puis que, chaque jour, ils continuent leurs actes déloyaux.

Cependant ce ne sera pas sur notre amiral que notre plume s'exercera le plus, parce que nous savons que celui-ci, bonhomme dans le fond, est mené par le bout du nez, par l'homme diplomate ; et que connaissant sans doute la fausse voie dans laquelle ce dernier l'a engagé, il ne peut manquer, tout ou tard à revenir à de meilleurs sentiments. En effet, M. de Clerval, sur la fin de sa carrière, si belle jusqu'alors, ne voudrait pas plus long-temps se voir souillé par des actions indignes de qui comprend l'honneur français.

Mais M. Pichon, ce représentant si indigne de la France, gangrené dans le rôle infame qu'il joue, nous ne pouvons espérer son repentir et c'est sur lui, sur lui, dont nous avons tant parlé, que nous ferons peser tout le poids de nos plaintes légitimes.

On lit dans le Nacional :

"Notre habile et infatigable chef politique vient de découvrir et capturer une bande de voleurs qui existait dans cette ville. Un seul s'est échappé ! Une grande partie de leurs vols ont été restitués et retourneront aux mains de leurs propriétaires qui ne songeaient pas à les retrouver. La bande de voleurs dont nous parlons avait une collection de rosignols qui couvraient les principales maisons de cette ville et, sans le coup que leur a porté M. le chef politique, ils auraient occupé à l'improviste les maisons et causé à leurs habitants des pertes considérables. Cette capture qui a coûté de grandes fatigues à la police est très digne de la gratitude publique."

Nous apprenons que quatre individus appartenant à la bando dont nous venons de parler ont été arrêtés dans la journée.

J'ai servi, je combats et servirai toujours une cause sacrée, celle de la justice et de l'humanité.

Je m'estime heureux de pouvoir prouver au gouvernement oriental, que j'aime parce qu'il est juste et généreux, qu'en me retirant de la légion, je n'ai pas eu la lâche pensée d'abandonner la cause de l'indépendance, de l'honneur et de l'humanité.

A dater d'aujourd'hui, 28 SEPTEMBRE, je donnerai chez moi, rue du Premier Mai, 40, de midi à deux heures, des consultations gratuites à tous les braves sans distinction de patrie, qui combattent pour l'existence de ce gouvernement, je leur fournirai les médicaments à mes frais.

Le gouvernement est prié de vouloir accepter ce faible témoignage de ma sympathie.

GELAS.

Un des chefs de service médical de l'hôpital français. NOTA. Comme les familles argentines, réfugiées ont, plus que personne, droit à ma sympathie, elles pourront me laisser leur adresse, je les visiterai à domicile et je leur serai fournir gratuitement les médicaments nécessaires par mon pharmacien, M. Pycatori, rue de las Piedras.

NOUVELLES DU SOIR.

On lit dans le Constitucional :

Notre correspondant de Maldonado, nous écrit du 25 courant, ce qui suit :

Le vaillant colonel Silva est entré ici et y a formé 1200 hommes qui composent la division qu'il commande, tous bien montés, vêtus et parfaitement équipés.

Vous ne pouvez vous faire une idée de l'enthousiasme qui a regné dans cet acte et de la satisfaction que la présence de ces braves a causé aux patriotes.

On a donné à cette division un superbe étendard que bientôt elle promènera déployé et victorieux.

Il est arrivé un officier de l'armée qui est porteur de communications du général Rivera, pour le gouvernement. On dit qu'elles sont importantes.

Selon les nouvelles qu'il donne, l'armée est dans un brillant état et ses opérations de grande importance, qu'en temps et lieu elle démontrera sa valeur et donnera un revers admirable à la cause de la tyrannie.

Le général en chef a fait marcher à l'avant-garde de l'armée, les familles de l'Yi sur l'autre côté du Rio-Negro pour les mettre en sûreté. Urquiza va tomber insensiblement dans le piège qu'on lui a tendu.

On m'a dit que le général Rivera était dernièrement au Paso de Peroyra avec le gros de l'armée, Aguiar dans le département du Cerro Largo et Medina à l'avant-garde.

De Corrientes et Entre-Rios il y a les meilleures nouvelles. La bannière de la liberté flotte sur ces deux provinces, et le pouvoir des tyrans disparaît.

LE PATRIOTE FRANCAIS.

M. Joseph Reynaud, autorisé spécialement par le général d'armes à former un bataillon d'infanterie de ligne, invite tous les étrangers de toutes nations, qui n'appartiennent à aucun corps défendant actuellement cette place et qui veulent s'enrôler volontairement, de vouloir bien se présenter chez lui près du café de l'Immortel, où il leur sera données connaissance des conditions avantageuses et prérogatives dont ils jouiront.

RAYMOND.

MOUVEMENT DU PORT.

Entrées du 26 septembre.

Maldonado, barque anglaise Heesperis, avec cuir, graisse et suif.

NAVIRES PRETS A PARTIR.

Buenos Ayres, barque française Baranc.
Valparaiso, vapeur anglais Cormorant.
Buenos Ayres, barque sarda Amistad.
Havre, brick français Mathilde.
Ste Catherine, polacre sardo Siempre Viva.
Valparaiso, brick anglais Conutep.
Buenos A. brick golette américain Brugton.
Id. brick américain Aretunas.
Gênes, polacre sardo Conception.
Rio Grande, polacre autrichienne.
Santander, brick espagnol Churruc.
Porte du Brésil, brick esp. Indio Oriental.
Valparaiso, barque anglaise Argentina.

On désire trouver à louer une grande maison soit à un rez de chaussée, soit à étage, offrant pour le paiement toutes les garanties possibles. Les personnes qui en auraient, sont priées de s'adresser au collège français de Mme Guyot, rue Washington n. 82, ancienne rue San-Diego.

AVIS AU PUBLIC.

Un individu suspect, nous avons appliqué la qualification de CAVALLERO DE INDUSTRIAS, n'est pas FRANÇAIS. Nous nous sommes servi de sa langue maternelle, afin qu'il comprit mieux notre pensée.

Au rédacteur.

Monsieur,
Des versions qui tendent à donner mauvaise opinion de moi, circulent parmi ce que l'on nomme le public. Le public, donc, dit M. Capdehourat est coupable de l'état pathologique de ce pauvre Petban, de la 2e compagnie du 3e bataillon des chasseurs basques et moi. Ça paraît je dis, le public est trompé.

Voici la vérité: J'étais sur le point de me mettre à table, lorsque M. Boucau vint me prier de me rendre auprès d'un officier basque blessé grièvement, aussitôt je me suis empressé d'acquiescer, à sa demande, en y arrivant j'ai rencontré, accompagné de son frère, monsieur Brie qui me précédait, le malade, devant ces messieurs, se refusant obstinément à me laisser agir. Il ne voulait le permettre qu'à son commandant Brie, auquel immédiatement je passai mon bistouri.

L'incision, donc, a été faite par M. Brie en présence de M. Pascal Detchimendy, Boucau, Pages, tous les membres de la famille, et, "le malade compris."

J'ose alors espérer que, dorénavant, l'on me rendra responsable de mes actions, et non, de celles des autres.

CAPDEHOURAT.

Docteur en médecine, ex-chirurgien-major des 3e et 5e bataillons des chasseurs basques.
NOTA. Je dois avouer que, la main sur la conscience, l'incision pratiquée par M. Brie, n'a pas dû être la cause des graves désordres dont le blessé se plaint.

AVIS DIVERS

AVIS.

On demande une bonne cuisinière. S'adresser à la pharmacie de la place.

AVIS AU COMMERCE.

Par suite du départ pour la France de M. H. Escher, la liquidation de la maison Aymes frères, arrivée au terme de sa société, sera faite par M. Arsène Isabelle ex-chancelier du consulat général de France, qui a été muni de tous pouvoirs à cet effet.

AVIS.

Des renseignements sont demandés par leur famille, sur le sort des nommés François Soullau; marin, natif de Marseille, qui se trouvait en 1819, 20 et 21, chez Jean-Marie sur le môle.

Et Etienne Borghetta, natif de Marseille âgé de 23 à 24 ans.

Les personnes qui pourraient en fournir sont priées de passer au bureau du "Patriote" ou des communications importantes sont déposées pour les intéressés.

POUR MARSEILLE.

Le 10 octobre prochain partira par contrat, pour cette destination la neuve goélette française Ana, elle peut prendre encore quelque tonneau de fret et des passagers. Les personnes qui veulent profiter de cette occasion peuvent s'adresser à M. Laroche-Lucas et Co., rue du Cerrito No. 44.

AVIS.

Le capitaine du brick français Roger Bon temps venant du Havre, prévient les personnes qui ont des marchandises à bord de ce navire, de vouloir bien les laisser dans le délai de six jours parce qu'il doit suivre à Buenos-Ayres.

AVIS.

Dimanche prochain, 1er octobre 1843.
Bal dans la salle de Martin Cazenave, au bénéfice de MM. Brunel, Felix et David, qui ne négligeront rien pour que les amateurs soient satisfaits.
L'orchestre sera composé comme par le passé et il exécutera des quadrilles, valses et galops nouvellement arrivés de France.

Le bal aura lieu tous les dimanches et jours de fête depuis 2 heures de l'après midi jusqu'à huit heures du soir.

Prix d'entree 12 veintains.

Le directeur de la salle

BRUNEL.

AVIS IMPORTANT.

Livres à vendre récemment reçus de Paris et qui se trouvent de resto dans l'institution de M. l'abbé Paul, rue de 25 mai n. 342. Tome unique français Espagnol, et Espagnol français reliure très riche; 10, tout en français. Dictionnaire français espagnol, et espagnol français par Taboada. Histoire de Napoléon avec portraits, plans de batailles etc par Norvins. Physique avec planches par Biot. Géodesia ou traité de la figure de la Terre, comprenant la Topographie, l'Arpentage, le nivellement, la Géographie terrestre et astronomique, la construction des cartes etc par Francoeur professeur de la faculté des sciences de Paris. Oeuvres complètes de Mirabeau, Histoire de la révolution française par Thiers, Cartes géographiques séparées. Matematicas. Grammatica de Chantreau.

AVIS AU PUBLIC.

En réponse à l'avertissement de Madame Saturnina Navarro de Lira, inséré dans le No. 1410 du Nacional, M. Joseph Reynaud répond:

1.° Qu'il ne refuse pas de payer le loyer de l'imprimerie Orientale; mais qu'il est en contestation avec la dite dame pour la quotité de ce loyer.

2.° Qu'une fois cette contestation terminée, et le chiffre du loyer fixé, la commission de los profugas à arrêter le paiement de ce loyer.

3.° Que l'impression de cette dame est libre depuis le 30 juin; il était convenu avec elle que M. Reynaud quitterait l'imprimerie Orientale le 1er juillet 1843; le 30 juin, l'imprimerie était libre, et le propriétaire de la maison était averti depuis le 15 que M. Reynaud la quittait. Avis en fut donné à la dite propriétaire. La preuve en sera faite au besoin.

AVIS.

Au public et aux personnes qui ont des relations avec M. Francisco Maric, qu'il a transféré son établissement de meubles de la rue du Cerrito, cuadro de San Francisco, à celle de Soisá, 85, près celle de 25 de mai, une copie plus bas que la maison du gouvernement. On trouvera dans son établissement un grand assortiment de meubles riches et modernes.

AVIS.

Les personnes qui désirent apprendre à danser, le bâton ou le contre-point, voudront bien se présenter à la salle située rue du 25 de Agosto, n. 181.

S'adresser à M. Baptiste Carbonnel.

A LOUER.

Une chambre pour homme seul, dans une maison occupée par une famille décente, et située au centre de la ville dans la rue principale, avec ou sans meubles. On donnera tous les renseignements au bureau du Patriote Français.

Le Gérant, J. REYNAUD.

Impimerie Constitutionnel, Rue de los Clérigos No. 84.